

ROYAUME-UNI : COMME UN BOOMERANG...

Défilés militaires, concerts de rue et concours de pudding : alors qu'outre-Manche, la reine Elisabeth II s'apprête à célébrer avec faste son jubilé de platine (70 ans de règne), son premier ministre, Boris Johnson, est confronté à une actualité moins glorieuse. Fragilisé par l'affaire dite de « partygate » (la tenue en plein confinement de « réunions récréatives » au 10 Downing Street), ce dernier voit sa cote de popularité chuter en même temps que celle du Brexit, dont les supposés bienfaits se font attendre. Un an après la sortie effective du Royaume-Uni du marché unique, le solde d'opinions concernant le cavalier seul britannique n'a jamais été aussi défavorable (50% de la population estime qu'il s'agit d'une mauvaise décision, contre 38% seulement, une bonne, et 12% qui n'a pas d'opinion¹).

Si le choc constitué par la pandémie de Covid-19 complique son chiffrage, le coût du Brexit n'en reste pas moins évident à travers quelques tendances, à commencer par celle du commerce extérieur. Comparés à leur niveau pré-pandémique, les volumes d'échanges ont chuté, bien davantage que dans n'importe quel autre pays avancé. Alors qu'elles ont globalement rattrapé leur niveau du quatrième trimestre de 2019 en zone euro, les exportations de biens et services à prix constant sont encore en baisse de 21% au Royaume-Uni². Sans surprise, c'est vis-à-vis de l'Union européenne, où les formalités aux frontières (déclarations de TVA, contrôles sanitaires...) ont été rétablies, que le décrochage est le plus sensible.

Les investissements directs ne sont plus, non plus, ce qu'ils étaient. En anticipation du Brexit, les banques étrangères, en particulier américaines, ont eu tendance à réallouer leurs portefeuilles vers la zone euro³. Sans aller jusqu'à s'inverser, les flux nets, traditionnellement entrants vers le Royaume-Uni, ont été divisés par huit depuis la victoire du « Leave » en 2016⁴. Le *Global Britain*, tant vanté par le premier ministre Johnson, est loin de correspondre à la réalité des chiffres.

Jean-Luc Proutat

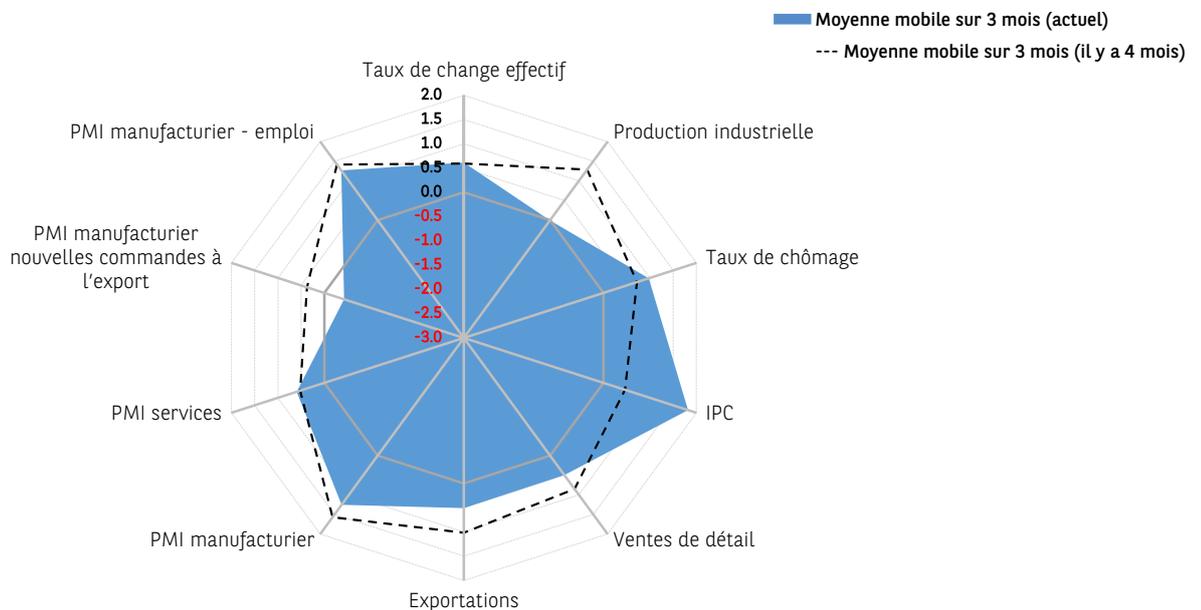
1 Source : NatCen Social Research, 7 janvier 2022.

2 Selon les données de comptabilité nationale disponibles jusqu'au troisième trimestre de 2021.

3 Choulet C. (2021), *Etats-Unis, réallocation des portefeuilles bancaires vers la zone euro depuis le Brexit*, BNP Paribas, Graphique de la semaine, novembre.

4 En données cumulées sur cinq ans de 2017 à 2021 (troisième trimestre), les flux nets entrants d'investissements directs étrangers s'établissent à GBP 51 milliards, contre GBP 425 milliards sur la période des cinq ans précédents (2012-2016). Source : Office for National Statistics.

ROYAUME-UNI : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



SOURCES : REFINITIV, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -3 et +2. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés). Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.

